



## Conseil économique et social

Distr. limitée  
21 mai 2010  
Français  
Original: espagnol

### Commission pour la prévention du crime et la justice pénale

#### Dix-neuvième session

Vienne, 17-21 mai 2010

Point 4 d) de l'ordre du jour

**Intégration et coordination de l'action de l'Office  
des Nations Unies contre la drogue et le crime  
et des États Membres dans le domaine de la prévention  
du crime et de la justice pénale: autres questions  
liées à la prévention du crime et à la justice pénale**

#### Costa Rica\*: projet de résolution

#### **Renforcement des réseaux régionaux de coopération internationale en matière pénale\*\***

*La Commission pour la prévention du crime et la justice pénale,*

*Reconnaissant* l'importance de la coopération juridique internationale pour  
lutter contre toutes les formes de criminalité transnationale organisée,

*Soulignant* la contribution précieuse apportée par les réseaux de coopération  
régionaux pour combattre la criminalité transnationale organisée,

*Reconnaissant* les avantages qui pourraient découler de l'instauration de tels  
réseaux, dans la mesure du possible, dans les régions où il n'y en a pas,

*Prenant note* des contributions présentées par divers réseaux régionaux au  
cours du douzième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la  
justice pénale, tenu à Salvador (Brésil) du 12 au 19 avril 2010, et de la participation  
de représentants de divers réseaux régionaux, ce qui a montré l'importance de la  
coordination entre les diverses institutions concernées par la prévention, les  
enquêtes et les poursuites relatives à la criminalité transnationale organisée,

*Prenant également note* du fait que, pour combattre efficacement les  
infractions graves au niveau mondial, il faudrait promouvoir la coopération

\* Au nom du Groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes.

\*\* La version originale du présent document n'a pas été revue par les services d'édition.



judiciaire internationale entre les membres des différents réseaux existants et qu'il semblerait plus efficace pour le moment de renforcer la coopération entre les réseaux régionaux que de créer un réseau de coopération juridique mondial,

*Tenant compte* de la création de centres d'excellence en matière d'analyse criminalistique (Costa Rica), de prévention de la délinquance urbaine (El Salvador), de criminalité transnationale organisée (Guatemala), de sécurité maritime (Panama) et de réduction de la demande de drogues et de réforme du système pénitentiaire (République dominicaine), dont l'objectif principal est de promouvoir la coopération interrégionale en matière pénale par l'échange d'expériences et de données statistiques fiables, ainsi que par le renforcement des capacités régionales pour les experts et les fonctionnaires chargés de la prévention du crime et des enquêtes pénales,

1. *Prie instamment* les États Membres participant aux réseaux de coopération juridique de renforcer la coopération internationale en matière pénale et la coordination entre ces réseaux;
2. *Recommande* que l'interaction entre les réseaux régionaux préserve les principes fondamentaux, les traditions et les spécificités de chaque réseau régional et tienne compte des différences entre les systèmes et les cultures juridiques;
3. *Encourage* les États Membres à faciliter l'instauration de réseaux régionaux similaires, dans la mesure du possible, notamment par la formation et l'échange des meilleures pratiques en matière pénale, le cas échéant avec l'assistance de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime;
4. *Recommande* que la Conférence des Parties à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée envisage d'inviter les réseaux régionaux existants à participer à sa cinquième session, en vue d'améliorer la coopération entre les réseaux régionaux, l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime et les États parties à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée et aux Protocoles s'y rapportant<sup>1</sup>.

---

<sup>1</sup> Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 2225, n° 39574.